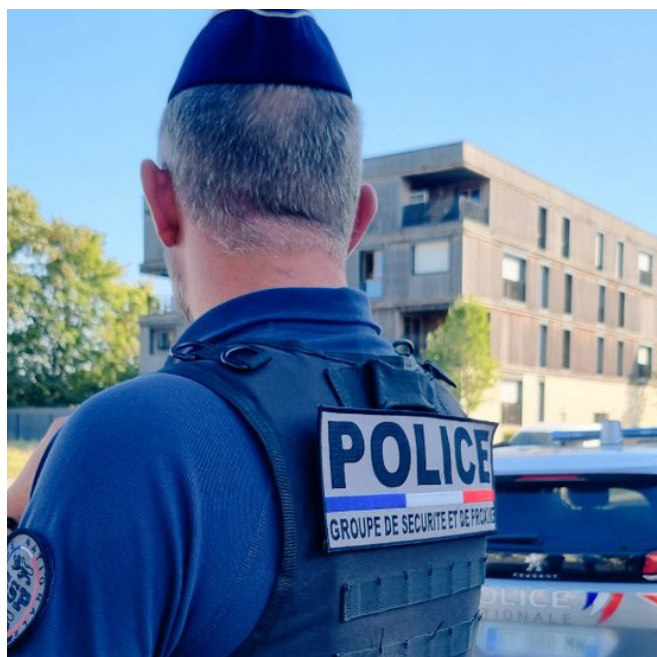




**PRÉFET  
DU CALVADOS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



# CONFÉRENCE DE PRESSE SUR LA SÉCURITÉ DANS LE CALVADOS

**VENDREDI 23 FÉVRIER 2024**

# LES MOYENS MIS EN OEUVRE



## Gendarmerie

**491** communes en zone gendarmerie,  
**744** effectifs,  
**433** réservistes.



## Police

**37** communes en zone police,  
**708** effectifs,  
**44** réservistes.

## De nouvelles implantations territoriales

- Dans le cadre du plan national de création de **200 brigades de gendarmerie**, création de la **brigade territoriale** de Merville-Franceville et des brigades territoriales mobiles du Sud Pays d'Auge (Lisieux) et du bocage virois (Souleuvre en Bocage)

## De nouveaux moyens humains

- Doublement du nombre **d'intervenants sociaux en commissariat et en gendarmerie** (ISCG), passant de 2 à 4 et permettant une amélioration des conditions de prise en charge des victimes.

## De nouveaux moyens matériels

- Mise en fonctionnement le 2 février 2024 du **local de rétention administrative (LRA)** implanté au sein de l'hôtel de police de Caen, facilitant le traitement des dossiers d'immigration irrégulière par les forces de sécurité intérieure et les services de la préfecture.
- **10** nouveaux véhicules (**4** véhicules dont **1** moto pour la gendarmerie et **6** véhicules dont **2** motos pour la police)
- Modernisation du **centre d'information et de commandement** de la direction interdépartementale de la police nationale : deux murs d'images y sont désormais installés, dont un au sein d'une nouvelle salle MOSOVO (maintien de l'ordre, services d'ordre/ voyages officiels), plus fonctionnelle.

## Le FIPD, un outil au service de la prévention de la délinquance

- **397 000 €** de subventions octroyées aux associations ou aux collectivités au titre du fonds interministériel de prévention de la délinquance (FIPD) : actions de sensibilisation auprès des jeunes, accompagnement des victimes, vidéoprotection, sécurisation des écoles, lutte contre la radicalisation.

# CRÉATION DE LA DIRECTION INTERDÉPARTEMENTALE DE LA POLICE NATIONALE

La réforme de l'organisation territoriale de la police nationale est entrée en vigueur le 1er janvier 2024.

Cette réforme répond à l'objectif fixé par la loi de programmation du ministère de l'Intérieur (Lopmi) de rendre l'organisation territoriale de la police nationale plus lisible. À travers une approche transversale, elle vise à un pilotage fonctionnel plus efficace en regroupant sous un même commandement l'ensemble des services.

La direction départementale de la sécurité publique du Calvados, devenue au 1er janvier 2024 la direction interdépartementale de la police nationale, résulte de la réforme nationale visant à installer une direction unique dans chaque département pour toutes les filières de la police nationale (sécurité publique, police judiciaire, police aux frontières) au sein d'une direction départementale de la police nationale.

Certains départements, dont le Calvados, exercent certaines compétences sur plusieurs départements. Le directeur interdépartemental de la police nationale du Calvados dispose en effet d'une compétence en matière de police judiciaire pour les trois départements de l'ex Basse-Normandie.



# L'ÉVOLUTION DES CHIFFRES DE LA DÉLINQUANCE DANS LE DÉPARTEMENT

## Une délinquance globalement plus faible qu'au niveau national

Atteintes aux biens<sup>(1)</sup> : Calvados **21,36** et national **29,1**,

Atteintes volontaires<sup>(1)</sup> à l'intégrité physique : Calvados **12,16** et national **12,84**.

## Une hausse des faits de délinquance, supérieure aux hausses au niveau national

Atteintes aux biens : Calvados **+ 11,5 %** et national **+ 1,8 %**,

Atteintes volontaires à l'intégrité physique : Calvados **+ 16,9 %** et national **+ 8,9 %**.

(1) : Taux national pour 1000 habitants des faits enregistrés par les forces de sécurité qui ont été commis dans le Calvados en 2023

## Impact des mouvements sociaux du 1er semestre 2023

Le premier semestre a été marqué par deux événements majeurs qui ont fortement impacté l'activité des services. Le mouvement social contre la réforme des retraites qui a perduré durant tout le 1er semestre 2023, puis l'épisode, du 27 juin au 04 juillet 2023, des violences urbaines nocturnes suite à la mort de Nahel Merzouk à Nanterre (92) ont eu des incidences significatives tant en termes d'évolution globale des faits constatés que de présence des effectifs sur la voie publique.

S'agissant de la mobilisation contre la réforme des retraites, 99 rassemblements ont été recensés dans le département au cours du 1er semestre, rassemblant 247 000 manifestants et donnant lieu à 71 interpellations. À l'échelle de la région Normandie, la ville de Caen a rassemblé les cortèges les plus importants. Ces événements ont donc eu un impact sur l'évolution du nombre d'atteintes volontaires à l'intégrité physique, en raison du nombre de policiers blessés et d'atteintes aux biens, en raison d'importantes dégradations en marge des cortèges.



# I. Déployer la police de sécurité du quotidien (PSQ)

## BILAN 2023

- **82 874** heures de patrouilles pédestres (77 524 heures en 2022) + **6,90 %**.
- **6 216** heures de patrouilles dans les transports (5 366 heures en 2022) + **15,84 %**.
- **133** réunions des GPO (groupes de partenariat opérationnel). L'objectif des GPO est de réunir l'ensemble des acteurs concernés autour d'une problématique de sécurité du quotidien et d'y apporter des réponses concrètes par la mise en œuvre d'actions ciblées, ont permis la résolution de 51 problématiques du quotidien (zone police)
- Réunion chaque trimestre, de la cellule de coordination opérationnelle du partenariat, visant à la coordination de la réponse apportée par les services de la police nationale, de la police municipale et de l'autorité judiciaire aux problématiques de délinquance les plus sensibles recensées dans les communes de Caen et d'Hérouville-Saint-Clair.
- **39 522** rencontres avec des élus et autres représentants des collectivités territoriales (zone gendarmerie nationale) (36 226 en 2022).

## + Focus

Le fonds interministériel de prévention de la délinquance (FIPD) est un outil financier en soutien des projets de vidéoprotection ou de sécurisation des établissements scolaires des collectivités.

En 2023, une subvention au titre du FIPD a été accordée à 5 collectivités dans le cadre de la mise en œuvre de leur projet de vidéoprotection (Blainville-sur-Orne, Bourguébus, Creully-sur-Seulles, Honfleur et Le Molay-Littry) pour un total de 99 000 euros, et à 3 collectivités dans le cadre de la mise en œuvre de leur projet de sécurisation des établissements scolaires (communauté de communes Cingal Suisse Normandie, Démouville et Mézidon Vallée d'Auge) pour un total de 26 000 euros.



# PERSPECTIVES 2024

- Les projets des collectivités en matière de vidéoprotection ou de sécurisation des établissements scolaires seront encouragés via l'attribution de subventions au titre de la DETR, de la DSIL ou du FIPD.
- Dans le cadre du plan national de la création de 200 brigades de gendarmerie, afin de rapprocher les forces de l'ordre de la population dans des territoires où l'empreinte des services publics est faible, déploiement prévu le 1<sup>er</sup> juillet de la brigade territoriale de Merville-Franceville.
- Cette création d'une brigade fixe sera complétée par l'installation de la brigade territoriale mobile du Sud Pays d'Auge (Lisieux) et de la brigade territoriale mobile du bocage virois (Souleuvre en Bocage).



## + Focus

Les brigades mobiles de proximité sont un outil permettant de renforcer la proximité des forces de sécurité intérieure avec la population.

Dans le cadre de la police de sécurité du quotidien (PSQ), le groupement de gendarmerie départementale du Calvados met en œuvre un dispositif mobile nomade et autonome : la « Brigade Mobile de Proximité » (BMP).

Elle consiste en un camping-car entièrement sérigraphié et transformé pour répondre aux attentes du public en assurant un service de proximité. Armée par deux réservistes, la BMP permet d'assurer un point d'accueil physique du public et un espace de confidentialité.

Les petites villes dépourvues d'unité de gendarmerie ou accueillant un rassemblement de personnes à l'occasion d'un marché hebdomadaire ou d'un événement récurrent sont particulièrement concernées par ce dispositif, notamment en synergie avec les maisons France Service.

Elle se déploie selon le planning suivant (9h à 13h) : le mardi à Moyaux, le mercredi à Saint-Martin de Fontenay, le jeudi au Molay Littry, le vendredi à Blainville-sur-Orne, le samedi à Noues de Siennes et le dimanche à Merville-Franceville.

## II. Lutter contre les violences intra-familiales et mieux accompagner les victimes

### BILAN 2023

- Nombre de victimes de violences intrafamiliales constatées par les forces de sécurité du département du Calvados :
  - Violences intrafamiliales : Calvados + **27,9 %** et national + **10,7 %**
  - Violences conjugales : Calvados + **18,1 %** et national + **9 %**
- **2 706** reprises de contact avec des victimes, assurées par la maison de protection des familles (2680 en 2022), **3 565** pour l'ensemble de la zone gendarmerie.
- **2 443** victimes prises en charge en zone gendarmerie (plaintes et renseignements judiciaires) (1816 en 2022).
- **1 185** victimes prises en charge en zone police (959 en 2022).
- **653** prises en charge assurées par l'intervenante sociale du commissariat de Caen.

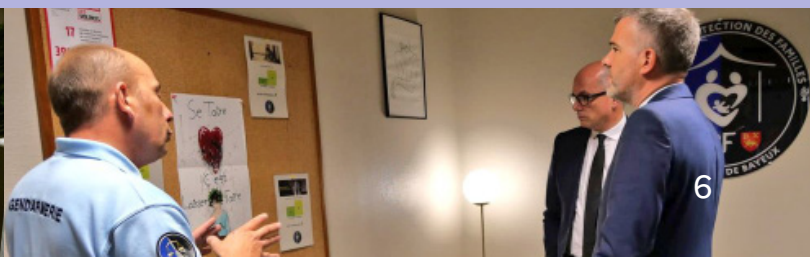
### + Focus

#### Ouverture de la cellule délocalisée de protection des familles de la compagnie de gendarmerie de Bayeux le 1er septembre

Avec un effectif de 6 gendarmes qui y sont entièrement dédiés, l'objectif de cette ouverture est de faciliter l'accueil et la parole des victimes de violences, notamment intrafamiliales, dans un lieu neutre, en dehors des murs de la gendarmerie.

L'accueil par la cellule de protection des familles s'effectuait depuis septembre 2021 dans les locaux de la compagnie de Bayeux.

Sa délocalisation dans un lieu neutre, au sein de l'espace Saint-Patrice, entre la gare et le marché de Bayeux contribue à faciliter l'accueil et la prise de parole des victimes de violences intrafamiliales.



## PERSPECTIVES 2024

- Poursuivre le développement du nombre d'intervenants sociaux au sein des commissariats de police et des brigades de gendarmerie (1 intervenant pour la compagnie de Bayeux et 1 intervenant pour la compagnie de Falaise).
- Augmenter le nombre d'hébergements pour les auteurs de violences intra-familiales, 8 places sont à ce jour ouvertes dans le Calvados, dont 7 financées par l'État.
- Ouverture d'une 7e cellule de protection des familles du département, à Dozulé, au cours du 1er semestre.





### III. Lutter contre la consommation et les trafics de stupéfiants

#### BILAN 2023

##### Des indicateurs stables

- Très légère baisse du nombre d'infractions à la législation sur les stupéfiants constatées par les services de sécurité du département du Calvados : **2 837** en 2023 et 2888 en 2022 ( **- 1,76 %**).
- Très légère hausse du nombre d'amendes forfaitaires délictuelles (AFD) dressées : **1 652** en 2023 et 1617 en 2022 ( **+ 2,11 %**).

##### Des résultats significatifs obtenus sur les points de deal (PDD)

- **28** PDD au 01/01/2023 (10 ZPN et 18 ZGN) et **22** au 31/12/2023 (12 ZPN et 10 ZGN)
- **17** PDD ouverts en 2023 (10 ZPN et 7 ZGN)
- **8** PDD démantelés en 2023 (6 en zone ZPN et 2 en ZGN)

TYPOLOGIE		2023
Nombre d'opération de recherche de stupéfiants		988
Nombre de personnes contrôlées		17 157
Nombre d'AFD établies		1 652
Nombres de gardes à vue		373
Quantités saisies en kilos par type de drogue	Résine	96,4 kgs
	Cocaïne	8,6 kgs
	Héroïne	5,2 kgs
	Ecstasy (cachet à l'unité)	2 764 cachets
Numéraire		159 850 euros
Nombres d'armes saisies		37

## + Focus

### Caractéristiques de la consommation de produits stupéfiants dans le département

- Le cannabis reste le produit le plus consommé et le plus « grand public ».
- Démocratisation inquiétante de la cocaïne dans tous les milieux de consommateurs.
- Hausse de la présence d'ecstasy notamment dans le milieu des festivaliers/rave-party.
- Recrudescence de l'héroïne après des années en baisse.



## PERSPECTIVES 2024

- Poursuite du travail de harcèlement et de démantèlement des points deal.
- Enquêtes au long cours afin de démanteler les réseaux de fabrication et de distribution.
- Renforcement du travail partenarial et collaboratif avec l'ensemble des acteurs de la thématique (CROSS, GPO, GIR).
- Sensibilisation et prévention auprès des jeunes.



## IV. Lutter contre l'immigration irrégulière

### BILAN 2023

- **161** éloignements en 2023 (111 en 2022) dont 47 éloignements forcés (45 en 2022).

### + Focus

#### Opération de mise à l'abri à Ouistreham

Une augmentation du nombre d'occupants du camp de Ouistreham par des ressortissants soudanais a été constatée à partir de l'été 2023 (220 personnes en décembre 2023). Le 07 décembre 2023, les services de l'État ont procédé à une opération de réorientation de ces demandeurs d'asile. Pour rappel, plusieurs dispositifs ont été mis en place à destination des personnes vivant dans ce campement, l'accès à l'eau potable et la mise à l'abri d'urgence exceptionnelle durant la tempête Ciaran ayant permis un temps d'échange pour identifier leurs projets. Alors qu'ils avaient majoritairement pour objectif de rejoindre l'Angleterre, certains d'entre eux souhaitent désormais poursuivre leurs parcours de demandeurs d'asile en France. Au terme de l'opération, tous les soudanais demandeurs d'asile qui le souhaitent ont bénéficié d'un hébergement.

### PERSPECTIVES 2024

- Ouverture du local de rétention administratif au commissariat de Caen, d'une capacité de 4 places, le 02 février.
- Évolutions législatives suite à l'adoption de la loi immigration pour faciliter l'éloignement des étrangers auteurs de troubles à l'ordre public.
- Poursuite de l'attention portée à la situation migratoire autour du point de passage de Ouistreham.



## V. Lutter contre les atteintes à l'environnement

### BILAN 2023

- **382** procédures judiciaires liées à des abandons de déchets en 2023 (258 en 2022).
- **49** enquêteurs ont été formés en 2023 à la lutte contre les atteintes environnementales pour le GGD (2 en 2022).

### PERSPECTIVES 2024

- 2 opérations « territoires propres » seront conduites en zone gendarmerie en 2024 afin de donner de la visibilité à des contrôles ciblés, de manière coordonnée en coopération avec de nombreux partenaires institutionnels ou associatifs, pour relever des infractions liées à l'environnement.



### + Focus

#### Bilan de l'opération territoire propre conduite en 2023

Du 11 au 16 décembre, au travers de 28 contrôles ciblés et répartis sur l'ensemble du département, l'opération territoire propre conduite par le groupement de gendarmerie départemental a permis de constater 100 délits et de dresser 28 contraventions.



# VI. Bilan de la sécurité routière

## BILAN 2023

Les chiffres concernant la sécurité routière présentent une stabilisation du nombre de personnes décédées sur les routes en 2023 :

- nombre stable d'accidents constatés en 2023 : **480**, contre 477 en 2022,
- nombre de blessés : en baisse, **601**, en 2023 contre 620 en 2022,
- nombre de blessés hospitalisés : **211** en 2023, une diminution de **12 %** par rapport à 2022 (241).

### + Focus

#### Le nombre de tués reste stable en 2023

- **33** personnes ont perdu la vie (comme en 2022)
- Parmi les tués, **43 %** avaient plus de 65 ans, **15 %** avaient entre 18 et 24 ans
- **45 %** des tués sont des usagers de la route « vulnérables » : **6** piétons, **2** cyclomotoristes et **7** motocyclistes.

Les causes principales des accidents mortels chez le conducteur présumé responsable sont :

- **40 %** : vitesse excessive et/ou inadaptée (11),
- **21 %** : alcool et les stupéfiants (6),
- **39 %** : comportements dangereux ou inattention (6 refus de priorité, 4 dépassements dangereux, 3 inattentions, 1 téléphone portable).

#### Tous les arrondissements sont concernés

Caen : **9** tués,  
Lisieux : **11** tués,  
Vire : **5** tués,  
Bayeux : **8** tués.



# BILAN 2023

## Nombre de contrôles routiers

Pour l'escadron départemental de sécurité routière du Calvados (EDSR).

- **42** opérations de sécurité des mobilités « toutes unités groupement » dont **28** opérations de contrôle en lien avec la lutte contre les atteintes aux biens,
- **11** opérations de sécurité des mobilités avec « déviation totale de la circulation » sur les RN13, RN158 et A84,
- **+ 40 %** de contrôles de recherche d'alcoolémie et de produits stupéfiants, **21 %** des conduites sous l'emprise d'alcool et de **8 %** des conduites sous stupéfiants.

Augmentation des opérations de prévention et de contrôle des engins de déplacement personnel motorisés (EDPM) aux abords des établissements scolaires et dans le centre-ville de Caen :

- **589** opérations de prévention et de contrôle des EDPM aux abords des établissements scolaires et dans le centre-ville de Caen en 2023 contre 319 en 2022,
- baisse significative de **75 %** des accidents mortels en zone police nationale, passant à **3** tués en 2023 contre 12 en 2022.

## + Focus

### Nombre de radars et flashes

- **26** véhicules-radars sur le territoire normand : 7jours/7, 6h/jour (de jour comme de nuit),
- **24** radars fixes, dont 2 hors service,
- **140 244** flashes ont été recensés en 2023 (via les radars fixes, de chantier, mobiles et embarqués), dont **2 898** pour des vitesses au-dessus des 30 km/h.

### Nombre de permis suspendus

- légère baisse : **2 923** en 2023, contre **2 954** en 2022,
- la première cause de suspension est l'usage de stupéfiants, **46 %** des suspensions, devant l'alcool, (**38 %**), et la vitesse, (**15 %**).



## Miser sur la prévention

**70 330 euros** ont été dépensés pour réaliser une soixantaine d'actions réparties selon les thématiques retenues dans le document général d'orientations 2023-2027 :

- les deux-roues motorisés,
- les conduites à risques (alcool, stupéfiants, vitesse et non-respect des priorités, distracteurs),
- les nouveaux modes de mobilités dit «douce»,
- les risques routiers professionnels,
- les seniors de plus de 75 ans.

## **PERSPECTIVES 2024**

La mobilisation des forces de l'ordre sera de rigueur en 2024 pour lutter contre les comportements irresponsables au travers de vitesses excessives et d'inattentions notamment. L'implication des hommes de terrain sera quotidienne à la fois sur l'aspect contrôle, mais aussi sur l'aspect prévention.

De nouveaux radars de chantiers viendront compléter les dispositifs déjà existants pour sécuriser les itinéraires les plus accidentogènes du département, leur déploiement a déjà commencé.

### Focus sur le plan départemental des actions de sécurité routière (PDAR) 2024

Dans le cadre de la mise en œuvre du document général d'orientation de sécurité routière du département 2023-2027, nous allons prochainement arrêter les actions qui seront portées cette année en matière de prévention.

Ces actions s'appuient sur une connaissance et une analyse rigoureuse de l'accidentalité locale dans le département et porteront sur les enjeux suivants :

- les deux-roues motorisés,
- les conduites à risque (alcool, stupéfiants, vitesse et non-respect des priorités, téléphone au volant),
- les nouveaux modes de mobilité dites « douce » (les cyclistes, les engins de déplacement personnel motorisés, les piétons),
- le risque routier professionnel,
- les seniors.





# PRÉFET DU CALVADOS

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



@prefet14



Préfet du Calvados



@prefet14



Préfecture du Calvados



@prefet14